



Les propositions Hollande et Sarkozy mal accueillies

TAXATION. *Les candidats indépendants dénoncent des mesures discriminatoires envers les Français de l'étranger.*

Les propositions de Nicolas Sarkozy et François Hollande sur la taxation des Français de l'étranger sont mal accueillies par les candidats indépendants ou des petits partis au siège des Français de Suisse lors des législatives de ce printemps. Ils dénoncent des mesures discriminatoires et une sur-enchère électorale.

L'indépendante Micheline Spoerri rejette en bloc les propositions de MM. Hollande et Sarkozy qu'elle qualifie de «taxes punitives». La candidate, qui se bat pour l'harmonisation des relations franco-suisse, se dit «opposée à toute discrimination» entre les Français qui restent dans l'Hexagone et ceux qui partent. «Faire la différence entre les uns et les autres parce qu'on est en crise et qu'on fait la chasse aux revenus et au patrimoine tous azimuts est indigne d'une politique digne de ce nom», tempête l'ancienne conseillère d'Etat libérale genevoise. Elle préconise de se tenir aux accords bilatéraux existants et considère l'appareil législatif suffisant pour régler les cas de fraude fiscale. Un point de vue partagé par l'indépendant Pierre Jean Duvivier qui invite à ne pas changer l'imposition sur le lieu de résidence. Avant de mettre en place des mesures «au coût certain et au retour improbable», cet ancien membre du MoDem suggère de «nettoyer



MICHELINE SPOERRI. La chasse aux revenus et au patrimoine tous azimuts est une politique indigne. La fiscalité française qui regorge de niches». Ce diplômé de sciences physiques, qui fait du «renouveau démocratique en France» le point central de sa campagne, qualifie le débat actuel sur la fiscalité des Français de l'étranger de «politique bas de gamme d'incitation à la haine sociale».

La candidate du MoDem, Marie-Françoise de Tassigny, soutient elle aussi le maintien des accords bilatéraux en vigueur en matière de fiscalité. Par la voix de son directeur de campagne, Hervé Dubois, cette binationale née à Nyon invite à se méfier des promesses qu'on ne pourra pas tenir pour des raisons techniques ou juridiques. Cette ancienne présidente du Grand conseil genevois (PRD), qui s'engage pour les problèmes transfrontaliers, pointe du doigt une dérive populiste. Elle regrette qu'en temps de crise, la fiscalité devienne une arme politique, alors qu'elle devrait rester un outil éco-

nomique.

Si la candidate d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Ximena Kaiser Morris partage l'idée qu'il «faut arrêter de jouer avec la politique du bouc émissaire», elle estime qu'une réforme des conventions fiscales avec la Suisse est nécessaire. Pour cette diplômée en sciences politiques, il est important de mettre en place des «mesures concrètes pour régler la question de l'évasion et de la fraude fiscale», notamment en «renforçant les moyens de contrôle du fisc français», en Suisse comme ailleurs.

La candidate du Front de Gauche, Magali Orsini, se dit elle aussi favorable à la renégociation des traités fiscaux entre Berne et Paris et souhaite l'abolition des forfaits fiscaux sur territoire helvétique. Cette autre binationale franco-suisse soutient la proposition du candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, de faire payer la différence aux expatriés si les impôts payés en Suisse se révèlent inférieurs à ce qui aurait été payé en France. Cette mesure «touchera surtout les expatriés riches ou très bien payés», souligne-elle.

Les candidats de l'UMP et du PS, défendent eux aussi les positions de leurs partis avec des nuances liées à leur situation particulière de Français en Suisse. La candidate UMP, Claudine Schmid, trouve

L'AGEFI



«aberrante» la proposition de François Hollande de faire payer l'impôt sur la fortune aux expatriés de Suisse et de Belgique. Cette Haute-Savojarde d'origine, qui s'implique pour la reconnaissance des écoles françaises, soutient la proposition du président sortant, à savoir une taxe liée à la nationalité, concernant les «exilés fiscaux» et non les «expatriés». Il est «évident» que le Parti socialiste fera la différence entre ces deux catégories, objecte la candidate PS, Nicole Castioni. Il n'y a «aucune raison que les expatriés fassent l'objet d'une double imposition», ajoute cette juge assesseur qui s'engage pour les familles monoparentales. En matière d'imposition, la binationale née à Genève suit les propositions du PS français, à savoir «chercher la richesse là où il y en a et retaxer de façon différente».

– (ats)